



L'émancipation humaine en tête « L'humain d'abord »

Notre gouvernement accepte de satisfaire les appétits sans fin des marchés financiers en consacrant une partie toujours plus grande des deniers publics au remboursement de la dette. 50 milliards d'euros par an, plus que le budget de l'Education Nationale, pour payer des intérêts à des marchés financiers.

L'école, la santé, la culture, la recherche et de manière générale les services publics sont en permanence les cibles d'une politique de rigueur. Politique d'austérité, évaluation et obligation de résultat dénaturent en profondeur les visées et missions des services publics, remettent en question les qualifications et statuts des personnels, touchent au cœur des métiers.

LRU, Socle commun, livret de compétences, réécriture des programmes, suppression de l'histoire en terminal S, attaques contre les disciplines, réformes des lycées, abandon des politiques d'Education prioritaire transformées en dispositifs CLAIR /ECLAIR, attaque contre l'école maternelle et recul de la scolarisation des enfants de 2 et 3 ans, programmation de la disparition des RASED, suppression de postes et de la formation des enseignants ...

Dans ce contexte de refonte généralisé du système de production et diffusion des savoirs et connaissances, de réduction des dépenses publiques, **la réforme de l'évaluation des enseignants, cpe, co-psy est une étape supplémentaire de la transformation libérale de l'école en entreprise soumise à résultat, au service de la stratégie de Lisbonne « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde ».**

Elle affecte et modifie le rapport pédagogique, le sens et la nature de l'enseignement, s'attaque au statut des personnels, vise à la mise en concurrence des personnels et des établissements. Elle s'inscrit dans la volonté politique de passer de « l'école pour tous » à « l'école pour chacun », de remise en question du « faire classe », des diplômes et qualifications, de tout ce qui participe à construire du commun.

L'humain d'abord !

L'éducation est un droit inaliénable et non un privilège de classe !

« Notre devoir c'est d'être capable d'adapter notre système éducatif pour que nous puissions aller vers une obligation de résultat, une solution pour chacun... » Luc Chatel dans sa conférence de presse de rentrée.

Le traitement par les libéraux de l'école publique est bien une prise en compte des inégalités, mais pour « faire à chacun son école », opérer une sélection et une hiérarchisation conformes aux impératifs économiques et politiques qu'ils défendent, aboutissant ainsi à accentuer les inégalités culturelles, sociales, et économiques.

Le « mal être » scolaire des enfants, comme la souffrance au travail des enseignants et personnels éducatifs, sont devenus une réalité quotidienne. Non seulement le gouvernement prive l'école des moyens indispensables à la satisfaction des besoins des élèves, mais il compte priver du pouvoir de changer le cours des choses ceux qui mettent leur engagement personnel au service de l'intérêt général.

Il est question de contraindre les enseignants à s'enfermer dans une conception rétrograde des élèves et des savoirs, de centrer leur travail sur des savoirs mécaniques cœur « du socle commun des compétences ». Il est dans la logique du nouveau management public que les évaluations deviennent des éléments déterminants dans la notation des enseignants, dans leurs progressions de carrière et rémunération. En mettant en œuvre ce qui servira de base à leur propre évaluation, les enseignants sont conviés par le ministère à participer à leur propre assujettissement.

La « personnalisation », 3^e grande révolution de l'école prônée par le gouvernement est bien celle de la fragilisation des enseignants et personnels de l'Education Nationale, des élèves, des parents d'élèves, des travailleurs, celle de la connaissance au service de la compétitivité, de l'école au service de « l'employabilité », de l'éducation au service de la division du salariat !

Notre projet pour l'école et pour la société est tout autre

L'école doit (re)trouver son ambition d'outil permettant l'avancée de civilisation. Une école de progrès pour tous, sur la base d'une culture commune et de l'appropriation de savoirs indispensables à la connaissance du monde, à la capacité de penser et d'agir.

Nous pensons que cela exige une **transformation profonde** de l'école, des contenus d'enseignement, des moyens donnés aux personnels pour l'exercice et la maîtrise de leur métier, du regard porté sur les élèves et les familles.

Des établissements scolaires réels espaces de démocratie :

Des personnels formés, disposant du temps et de la liberté d'esprit nécessaires à l'exercice de leur métier, sous statut de la Fonction Publique d'Etat, seul à même de garantir leur indépendance comme nous l'a enseigné le programme du CNR (Conseil National de la Résistance).

Un statut de parents d'élèves élus ou délégués leur permettant d'exercer leur participation dans les instances de l'Éducation Nationale.

Des droits pour les jeunes. Le lycée doit être un lieu d'émancipation, les lycéens doivent avoir le droit de se syndiquer, de manifester, d'organiser des débats.

L'arrêt des politiques d'austérité et suppression de la précarité :

Recréer d'urgence les postes supprimés dans l'éducation nationale

Créer de nouveaux postes pour répondre aux besoins : 150 000 postes d'enseignants et 45 000 postes de personnels d'accompagnement sur 5 ans, sous statut de la Fonction Publique d'Etat.

Les assemblées citoyennes : lieux d'échanges, de propositions et d'initiatives.

Trois grandes questions sont posées à la gauche française :

Quels sont nos buts ?

Que voulons-nous et pour qui le voulons-nous ?

Quelles sont nos tâches immédiates ?

Depuis un an, le Front de Gauche travaille avec tous ceux qui le souhaitent à l'élaboration du programme populaire et partagé « L'humain d'abord ». Ce programme nous le mettons en débat.

Le PCF appelle tous ceux qui veulent défendre et transformer le service public d'Éducation Nationale à participer aux assemblées citoyennes.

Ensemble, avec le Front de Gauche, portons dans toutes les luttes sociales et électorales à venir le projet d'une école de la réussite de tous donnant à chacun le pouvoir de maîtriser sa vie et les choix qui engagent toute la société.



Reprenre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers « L'humain d'abord »

Pour mettre en œuvre la politique éducative dont notre pays a besoin, et qui l'aidera à sortir de la crise, il est temps de reprendre le pouvoir sur notre argent, de remettre en cause le dogme de la stabilité des dépenses publiques, le pacte « euro + » et les diktats de l'Union européenne.

Nous ne sommes pas impuissants face aux forces du capital et de la finance. Battons-nous ensemble, en France et en Europe, pour reprendre le pouvoir sur nos vies et imposer des politiques au service des besoins en éducation, culture, recherche, santé ...

La banque centrale européenne, par le biais des banques centrales nationales, doit prêter directement aux Etats sans intérêts. Les marchés financiers et les banques n'ont pas à spéculer sur les budgets des gouvernements.

Si nécessaire, nous nous mettrons en situation de désobéissance face à l'Union européenne en obligeant directement la Banque de France à émettre de la monnaie pour ne plus dépendre des marchés financiers !

Prenons contact :

PCF fédération des BdR

La maison des communistes : 280 rue de Lyon -

13015 MARSEILLE - T. 04.95.05.10.10

contact@pcf13.fr

Collectif « école » PCF 13 :

Miranda Cirasaro mcirasaro@bdr13.pcf.fr

